



En bref

La banque mexicaine BBVA a revu à la hausse sa prévision de croissance économique pour 2022 et anticipe désormais une croissance de l'économie mexicaine de 2% (contre 1,2% précédemment). Cette révision à la hausse est due à la vigueur de l'économie au cours du premier trimestre notamment en raison du dynamisme de la consommation et de la réduction des pénuries des approvisionnement mondiaux.. Cependant, la banque a revu à la baisse les prévisions de croissance du PIB pour 2023, de 2,1% à 1,6%, suite aux chiffres d'inflation et au resserrement de la politique monétaire de Banxico.

LE CHIFFRE À RETENIR

2%

Prévision de croissance pour
l'économie mexicaine en 2022

Zoom sur le CA-4

Les pays du CA-4 classé parmi les moins compétitifs d'Amérique latine selon le classement ADEN 2022. Sur un total de 100 points, le Salvador obtient 59,6 points, à la 12e place sur les 18 pays classés, le Honduras 57,4 points (14e place), le Guatemala 56,5 points (15e place) et le Nicaragua 55,8 points (17e place). Le seul pays atteignant un moindre score est le Venezuela (47,9 points) et le pays le plus compétitif selon l'étude est le Chili (77,8 points). Le classement est construit autour de 10 indicateurs, les pays du CA-4 démontrant un retard marqué par rapport à leurs homologues au niveau des infrastructures, de la stabilité macroéconomique, des systèmes de santé, de la satisfaction de la population et de l'accès aux technologies notamment.

Mexique

A la fin de la journée du 20 juillet, le Mexique enregistrait 326 097 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,25 % en une semaine. 6 265 311 cas confirmés ont été enregistrés (+7,17 % en une semaine).

2 FINANCES PUBLIQUES

Hausse des transferts aux Etats fédéraux au premier semestre de l'année. Le ministère des finances a transféré 28,3 Mds USD aux Etats et aux municipalités au cours des six premiers mois de l'année, soit 2,5 Mds USD supplémentaires à ce qui était prévu dans le budget de 2022, en raison des revenus extraordinaires provenant de la hausse des prix du pétrole. Bien que les transferts aux États du pays aient été favorisés par l'excédent de revenus dans la réserve de ressources fédérales dû à l'augmentation des contributions de Pemex aux caisses de l'Etat, un rapport du Centre d'études économiques et budgétaires (CIEP) conseille aux gouvernements locaux de renforcer leur propre collecte de revenus pour répondre aux besoins à court et à long terme de la population.

3 ECONOMIE

Les anticipations d'inflation augmentent à 7,7% pour la fin de 2022. L'Institut mexicain des cadres financiers (IMEF) a revu à la hausse ses prévisions d'inflation en 2022, mais la prévision de croissance du PIB est restée inchangée. Dans le rapport de l'institut, le Comité national des études économiques (CNEE) mène une enquête mensuelle auprès de ses membres sur les projections des principales variables macroéconomiques du pays. Le taux d'inflation prévu pour la fin de l'année 2022 est passé de 6,8 % estimé en juin, à 7,7 % en juillet. En ce qui concerne le PIB, l'IMEF anticipe une croissance de 1,8% pour 2022. L'IMF anticipe un déficit de 3,5%

du PIB pour 2022 et un taux directeur à 9,5% à la fin de 2022 (contre 8,75% anticipé précédemment). Le consensus des experts prévoit un taux de change à 21 MXN/USD d'ici la fin de l'année.

Les Etats-Unis ont officiellement lancé une procédure de différend commercial contre le Mexique dans le cadre de l'accord TMEC, en raison d'un désaccord sur la politique énergétique. Washington reproche à Mexico de pratiquer une politique protectionniste (qui favoriserait les entreprises publiques Pemex et la CFE) qui nuit aux investissements dans l'électricité et le pétrole, et retarde la transition énergétique. Les États-Unis contestent un amendement de 2021 à la loi mexicaine sur l'industrie de l'électricité qui donne la priorité à l'électricité produite par la CFE sur l'électricité produite par tous les concurrents privés, ainsi que l'inaction, les retards, les refus et les révocations par le Mexique des capacités des entreprises privées à opérer dans le secteur énergétique mexicain. En outre, les Etats-Unis contestent également un règlement de décembre 2019 qui accorde à Pemex un délai supplémentaire pour se conformer aux exigences de teneur maximale en soufre prévues par la norme mexicaine sur le carburant diesel automobile. La procédure américaine s'inscrit dans le cadre de l'accord Etats-Unis-Mexique-Canada (T-MEC), en vigueur depuis juillet 2021. Les parties doivent désormais tenir des consultations dans les 30 jours. Sans résolution dans les 75 jours, Washington peut demander l'intervention d'un groupe spécial de règlement du conflit, processus pouvant conduire à des droits de douane punitifs contre le Mexique. Dix milliards de dollars d'investissements des fournisseurs d'énergie propre pourraient être menacés dans la procédure mexicaine, selon les annonces de Washington. Cette affaire n'est pas sans conséquences pour l'avenir économique et la transition écologique car elle « décourage les investisseurs des fournisseurs d'énergie propre et

des entreprises qui cherchent à acheter une énergie propre et fiable », selon la représentante américaine au Commerce Katherine Tai.

La sécheresse qui touche actuellement les États du nord du pays devrait accentuer l'inflation. Le manque d'eau pourrait entraîner une baisse de la production agricole, favorisant une hausse des prix des produits de base dans tout le pays. Pour sa part, Mario Correa, président de la Commission nationale des études économiques de l'IMEF, a déclaré que l'impact de la sécheresse sur l'inflation est plus inquiétant que sur l'activité économique. Le secteur agricole a un poids relativement faible dans l'activité économique totale, cependant, l'impact que les produits agricoles ont sur l'indice d'inflation est beaucoup plus important.

9,7% des mexicains disposent d'une assurance maladie privée. L'Association mexicaine des institutions d'assurances (AMIS) a souligné la progression de la couverture privée suite à la pandémie de COVID-19 passant de 9% en 2019 à 9,7% de la population fin 2021. Près de 19% de mexicains ne disposent pas de couverture santé (sécurité sociale ou assurance maladie privée). Ainsi, les mexicains consacrent une part importante de leurs revenus aux soins de santé, par le biais des « dépenses personnelles », qui étaient de 9 512 MXN (462 USD) en 2020, contre 444 USD en 2016. L'AMIS souligne également le moindre effet de la cinquième vague de COVID-19, qui n'a pas entraîné d'augmentation significative des dépenses médicales pour les assureurs en raison de la campagne de vaccination.

Détérioration de la croissance mexicaine en juin selon le dernier indicateur conjoncturel. Ainsi, l'indicateur conjoncturel de l'activité économique (IGAE) affiche un recul de 0,38% en juin, soit la pire chute depuis août 2021 (lorsque

l'indicateur avait reculé de 1,05% g.m). Ainsi, l'indice demeure inférieur de 0,49 % à son niveau pré-pandémique de février 2020. Cette contraction est due principalement à un recul des services, estimé à -0,5% g.m par l'IGAE. L'indicateur s'établit à 111,25 pts en juin, soit 101,1 pts pour les activités secondaires et 115,9 pts pour les services. L'IGAE Enfin, pour le mois de juin, un niveau d'indice de 111,25 est estimé pour l'IGAE, 101,1 dans les activités secondaires et 115,9 dans les activités tertiaires. En rythme annuel, le PIB mexicain affiche une progression de 2,1% en juin. L'industrie affiche une hausse de 3,5% g.a et les services une progression de 0,9% g.a.

Le secteur de la construction, le plus vulnérable à la hausse des taux d'intérêt. La hausse des taux d'intérêt devrait entraîner une contraction de la demande de logements, ce qui pose des risques pour le secteur, en raison du financement à court terme et variable des entreprises du secteur. Les experts craignent un recul de l'activité au cours du deuxième semestre de l'année alors que celle-ci devrait progresser de 2,2% au T2 2022. Selon l'INEGI, la construction a enregistré une baisse mensuelle de 1,8 % en avril et accuse un retard de 11,5 % par rapport à son niveau pré-pandémique.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Les retards de livraison de pétrole coutent 2,3 M USD par jour à PEMEX. Plus de 60 navires pétroliers transportant environ 18 M de barils de carburant attendent au large des côtes mexicaines que l'espace de stockage se libère pour pouvoir décharger, ce qui entraîne le paiement de frais élevés pour chaque jour d'attente. La plupart de ces navires transportent de l'essence et du diesel importés par PEMEX. En fait, avec la croissance des importations, les retards de livraison des navires pétroliers se sont

accentués pour atteindre plus de trois fois le volume habituel.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 20/07/2022
Bourse (IPC)	+0,12%	-4,31%	46 815,11 points
Taux de change USD/MXN	-1,15%	+2,63%	20,56
Taux de change EUR/MXN	+0,43%	-11,31%	20,93
Prix du baril mexicain	+8,74%	+55,47%	91,37

Amérique centrale

1. Région

Le département d'Etat américain publie une actualisation de sa « liste Engel » des personnalités du Triangle Nord et du Nicaragua sanctionnées pour actes de corruption. Cette liste avait été initialement publiée en 2021 incluant 22 Guatémaltèques dont la procureure générale Maria Consuelo Porras. Viennent s'y ajouter 16 nouvelles personnalités de ce pays, dont deux magistrats de la Cour suprême, le chef de la FECL (procureur spécial contre l'impunité) ainsi que des députés dont Sofía Janeth Hernández Herrera, une proche de l'actuel Président Giammattei. La liste contient également 6 Salvadoriens, entre autres l'ancien ministre de la sécurité publique et son épouse, le maire de San Miguel et l'actuel attaché de presse du Président. 15 personnalités du Honduras sont également citées, notamment des membres du Congrès (dont son Vice-Président), un ancien

membre du comité exécutif de la société d'électricité nationale, l'ancien directeur de la police et l'ancien ministre de la santé. Pour le Nicaragua, sont mentionnés 23 individus, parmi lesquels 13 juges et 10 procureurs. Tous individus cités dans la liste d'Engel sont reconnus par le Président des Etats-Unis pour être engagés dans des actions qui sapent les processus ou les institutions démocratiques, dans des actes de corruption importants ou dans l'obstruction d'enquêtes sur des actes de corruption. L'inscription sur cette liste entraîne l'annulation des visas (et l'impossibilité d'en obtenir un) à destination des Etats-Unis.

2. Belize

Le ratio dette / PIB diminue de 45% selon l'Institut Statistique du Belize (SIB). Le gouvernement a notamment restructuré 553 MUSD de bons du Trésor en obligations bleues liées à la préservation des fonds marins, contribuant à la réduction de la dette externe d'environ 12% du PIB.

3. El Salvador

Le pays devient officiellement membre de la CAF. Le Salvador achète 30 000 actions de la banque de développement pour un montant de 460 MUSD sur sept ans. Le pays a ainsi accès à une source alternative de financement, ses perspectives d'émissions sur les marchés internationaux étant limitées par sa notation souveraine. Moody's a établi un rating « Caa1 » (négatif), Standard & Poor's a évalué le pays avec une note « B- » (négative) et Fitch évalue pour sa part El Salvador sous la catégorie « CCC ».

4. Guatemala

Le Département des Transports de la ville de Guatemala (FIDEMUNI) a lancé deux appels

d'offres pour élargir son parc de bus.

Le premier appel d'offres (n° NOG 17373646) prévoit le leasing avec option d'achat de 80 bus traditionnels pour les lignes de transport de la ville. L'appel d'offre sera ouvert jusqu'au 8 août. Le second appel d'offres (n° NOG 17257301) porte pour sa part sur le leasing avec option d'achat et la maintenance de 24 bus électriques pour la nouvelle ligne n°5. L'appel d'offre sera ouvert jusqu'au 29 août. Les deux appels d'offres peuvent être consultés sur la plateforme Guatecompras : <https://www.guatecompras.gt/>

Les investissements directs étrangers estimés à 236,2 MUSD au cours du premier trimestre par la Banque centrale.

Ce montant se compare à 305,6 MUSD au premier trimestre 2021, soit une baisse de 22,7% g.a. Parmi les principaux investisseurs au 1T22 se trouvent la Colombie (60,9 MUSD) suivie de près par le Mexique (59,5 MUSD), puis le Luxembourg (37 MUSD) et les Etats-Unis (18 MUSD). Les principaux secteurs concernés sont pour leur part la vente et réparation de véhicules avec 82,3 MUSD, suivi par le secteur de l'information et des communications avec 51,8 MUSD, représentant à eux deux 57% du montant total des IDE reçus sur la période. Le Guatemala avait enregistré des flux d'IDE de montants supérieurs à 1 Md USD annuels entre 2011 et 2017. Ce niveau n'a pas été atteint depuis 2018.

Distribution de la prime obligatoire annuelle.

Chaque année, les entreprises et administrations guatémaltèques sont tenues de verser une prime à leurs employés au cours de la première quinzaine de juillet équivalent à un treizième mois (Bono 14). Selon le Ministère des Finances (Minfin), plus de 5 Mds GTQ seront injectés dans l'économie locale à cette occasion, environ 1,8 Md GTQ correspondant au paiement de la prime aux employés de l'Etat et 3,2 Mds GTQ par le secteur privé.

5. Honduras

Le déficit commercial sur les cinq premiers mois de 2022 ressort à 3,3 Mds USD.

Entre janvier et mai, les importations de marchandises se sont élevées à 6,1 Mds USD pour seulement 2,8 Mds USD d'exportation, générant un déficit de la balance commerciale à hauteur de 3,3 Mds USD selon la Banque centrale. Le déficit a augmenté de 20,2 % g.a., notamment en raison de la croissance des importations de 23,8% g.a., principalement de carburants, de la reprise économique post pandémie et de l'inflation des prix sur les matières premières. Parmi ses principaux partenaires, le Honduras a enregistré un déficit avec l'Amérique du Nord (1,4 Mds USD), l'Amérique Centrale (654 MUSD) et l'Asie (1,1 Mds USD) et a en revanche réalisé un surplus commercial avec l'Europe (313 MUSD).

6. Nicaragua

La Banque Centrale du Nicaragua déclare une croissance du PIB entre 5% et 5,5% au premier semestre.

La croissance de l'économie du Nicaragua durant le premier semestre est principalement due à l'augmentation de la production agricole et de ses exportations (+18,6%), profitant de l'augmentation des prix sur les marchés internationaux. En volume, le secteur agricole a progressé de 4,1% et le secteur de l'élevage a quant à lui augmenté de 7,9% par rapport au premier semestre 2021.

Le nombre de concessions minières a été multiplié par six sous l'ère Ortega.

Le dernier rapport de l'ONG Fundación del Río évalue le nombre de concessions minières de métal à 229 sur le territoire nicaraguayen, couvrant au total 23% de la superficie du pays. 146 d'entre elles ont vu leurs droits d'exploitation octroyés par le gouvernement Ortega. 11% des concessions minières sont aux mains de trois entreprises nicaraguayennes, le reste des concessions appartenant à des entreprises étrangères. Le rapport établit qu'au moins 40 000 personnes participent à des activités d'extraction artisanales ou de petite taille dans au moins 38

municipalités du pays (23 seulement rapportées par le Ministère des énergies et des mines).

Caraïbes

1. Cuba

Du pétrole russe pour Cuba. Un pétrolier transportant 700 000 barils de fuel oil est arrivé à Cuba le 14 juillet afin d'approvisionner les centrales thermoélectriques cubaines, touchées par des pannes mais également par le manque de carburant. Le navire battant pavillon libérien appartient au conglomérat maritime russe Sovcomflot, qui fait actuellement l'objet de sanctions britanniques, canadiennes et américaines. Aux prix actuels, la cargaison serait évaluée à environ 70 MUSD. Bien que le gouvernement cubain n'ait pas reconnu de manière officielle le déficit de ce carburant, ces derniers mois le pays a dû en acheter sur le marché libre face au ralentissement des exportations vénézuéliennes.

Forum d'affaires Cuba-Mexique. Un forum d'affaires a été organisé le 14 juillet à La Havane, visant à renforcer les relations commerciales entre les deux pays. Organisé par le Ministère cubain du Commerce extérieur et de l'investissement étranger et l'Ambassade du Mexique à Cuba, le forum a accueilli plus de 80 entreprises de ce pays et 150 représentants de sociétés cubaines, notamment du secteur alimentaire, du tourisme, de la biotechnologie et

des énergies renouvelables. A cette occasion, 14 contrats ont été conclus dans des secteurs représentés, dont 2 avec des PME cubaines. Dans la région, le Mexique est devenu le troisième partenaire commercial de l'île et compte aujourd'hui 11 sociétés implantées à Cuba (4 associations économiques internationales, 5 Joint-Ventures et 2 sociétés à capital 100% étranger) dont 3 à la ZED Mariel. Un accord de complémentarité économique (ECA n°51) est en vigueur entre l'île et le Mexique, permettant aux deux pays de bénéficier de préférences tarifaires pour l'importation de marchandises.

2. République dominicaine

Signature d'une charte environnementale pour la onzième Conférence ibéro-américaine entre ministres chargés du climat. En préparation de la COP27 qui se tiendra au mois de novembre prochain en Égypte, la République dominicaine accueille du 18 au 22 juillet, la semaine du climat en Amérique latine et dans les Caraïbes (LACCW). Les 22 pays ibéro-américains présents se sont mis d'accord sur la nécessité de renforcer leur engagement envers l'Accord de Paris afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et d'arriver à une protection des territoires marins et terrestres d'au moins 30 %.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 20/07/2022</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	904 934 Décès : 8 525	81,98%
Cuba	1 106 459 Décès : 8 529	88,08%
Guatemala	948 749 Décès : 18 725	35,69%
Haïti	31 908 Décès : 837	1,41%
Honduras	429 848 Décès : 10 912	54,85%
Jamaïque	144 092 Décès : 3 158	24,19%
Nicaragua	14 721 Décès : 243	84,50%
Panama	932 710 Décès : 8 384	72,40%
El Salvador	180 970 Décès : 4 163	66,64%
République dominicaine	618 873 Décès : 4 383	55,41%